

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

**Government of Canada Building
101 - 22nd Street East, Suite 110
Saskatoon**

Sask.

S7K 0E1

Bid Fax: (306) 975-5397

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada/Réception
des soumissions Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada
Government of Canada Building
101 - 22nd Street East
Suite 110
Saskatoon
Saskatche
S7K 0E1

Title - Sujet Réparations de véhicules de marque	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0142-15X029/A	Date 2015-01-19
Client Reference No. - N° de référence du client W0142-15X029	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$STN-190-4755
File No. - N° de dossier STN-4-37045 (190)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-03-02	Time Zone Fuseau horaire Central Standard Time CST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mack, Wayne	Buyer Id - Id de l'acheteur stn190
Telephone No. - N° de téléphone (306)241-6435 ()	FAX No. - N° de FAX (306)975-5397
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Ministère de la Défense Nationale, Base des Forces canadiennes (BFC) Suffield, Ralston (Alberta) CP 6000 T1A 8K8	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0142-15X029/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

STN-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur

stn190

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0142-15X029

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

-Cette page est laissée intentionnellement vide.-

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1 INTRODUCTION.....	4
1.2 SOMMAIRE	5
1.3 COMPTE RENDU.....	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	6
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	6
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES.....	8
2.5 LOIS APPLICABLES	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	8
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	9
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS	10
5.1. ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES.....	11
PARTIE 6 – EXIGENCES D'ASSURANCES.....	11
6.1 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	11
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	12
A. OFFRE À COMMANDES.....	12
7.1 OFFRE.....	12
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	12
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	12
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	13
7.5 RESPONSABLES.....	13
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	14
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	14
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE	14
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	14
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	14
7.11 ATTESTATIONS.....	15
7.12 LOIS APPLICABLES	15
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	15
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	15
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	15
7.3 DURÉE DU CONTRAT.....	15
7.4 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	15
7.5 PAIEMENT	16
7.6 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	16

7.7	ASSURANCES.....	16
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	17
ANNEXE « A » ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....		18
ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT		20
ANNEXE « C » RAPPORT SUR L'UTILISATION DE L'OFFRE À COMMANDES		23
ANNEXE « D » EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE		24
ANNEXE E - RAPPORT D'INSPECTION DE L'ÉQUIPEMENT DU SGET		26

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
Partie 3	Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations: comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et
Partie 7	7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, Exigences en matière d'assurance ; Rapport sur l'utilisation de l'offre à commandes; Rapport d'inspection de l'équipement du SGET et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

Assurer les réparations d'environ 25 modèles de véhicules de marque Chrysler, y compris, mais sans s'y limiter, les services de garantie, les inspections, les services courants/réguliers, la fourniture des pièces d'origine pour les réparations à l'interne et diverses réparations mécaniques conformément à l'annexe A - Énoncé des travaux, à l'annexe B - Base de paiement, à l'annexe C - Exigences en matière d'assurance, à l'annexe D - Rapport d'utilisation de l'offre à commandes, et l'annexe E - Rapport d'inspection de l'équipement du SGET pour le ministère de la Défense nationale, Base des Forces canadiennes (BFC) Suffield, Ralston (Alberta), sur demande, pendant la période de l'offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) à partir du 1er septembre 2015. Cette offre comporte également deux (2) périodes optionnelles d'un an chacune.

conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006, des dispositions relatives à l'intégrité, les offerants doivent fournir une liste de tous les propriétaires et/ou administrateurs et toute autre documentation connexe, au besoin. Consulter la section 4.21 du Guide des approvisionnements pour en savoir plus sur les dispositions relatives à l'intégrité.

pour les besoins de services, les offerants doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 2.3 de la Partie 2 de la demande d'offres à commandes, afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

1.3 Compte rendu

Les offerants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offerants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offerants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2014-09-25) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA
M0019T Prix et(ou) taux fermes

2007-05-25

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des

services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur les Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui() **Non** ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () **Non** ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 15 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Saskatchewan et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copies papier)

Section II : offre financière (1 copies papier)

Section III: attestations (1 copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

- 1) L'entrepreneur doit être un concessionnaire Chrysler autorisé à honorer la garantie du fabricant d'équipement d'origine.
- 2) la BFC Suffield requiert que tous les services soient offerts à moins de 40 minutes de son entrée principale.

4.1.2 Évaluation financière

(Taux donné à l'article A.1.a)i) de l'annexe B x 125) + (15 000,00 \$ x [1 – pourcentage de rabais accordé sur les matériaux et les pièces de rechange à l'article A2 de l'annexe B]) = A (année 2015-2016)

(Taux donné à l'article B.1.a)i) de l'annexe B x 125) + (15 000,00 \$ x [1 – pourcentage de rabais accordé sur les matériaux et les pièces de rechange à l'article B2 de l'annexe B]) = B (année 2016-2017)

(Taux donné à l'article C.1.a)i) de l'annexe B x 125) + (15 000,00 \$ x [1 – pourcentage de rabais accordé sur les matériaux et les pièces de rechange à l'article C2 de l'annexe B]) = C (année 2017-2018)

A + B + C = **Prix évalué**

Clause du Guide des CCUA M0222T (2013-04-25), Évaluation du prix

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

Clause du *Guide des CCUA* M0031T (2007-05-25), Méthode de sélection - critères techniques obligatoires seulement

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – EXIGENCES D'ASSURANCES

6.1 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément l'Énoncé des travaux reproduit à l'annexe «A».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2014-09-25), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe «C». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée

dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les *trimestres* au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 7 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du 01 Septembre 2015 au 31 août 2016 inclusivement.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaire, à partir du 01 septembre 2016 jusqu'au 31 août 2017; 01 septembre 2017 jusqu'au 31 août 2018, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 15 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Wayne Mack
Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
101 22e rue Est, bureau 110
Saskatoon, SK
S7K 0E1

Téléphone : 306-241-6435
Télécopieur : 306-975-5397
Courriel : wayne.mack@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____

Courriel : _____

7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : le Service correctionnel du Canada, base des Forces canadiennes (BFC) Suffield, Ralston (Alberta)

7.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes

7.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 30 000 \$ (taxes applicables incluses).

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010C - services (complexité moyenne)f)
- e) l'Annexe «A», l'Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe «B», Base de paiement;
- g) l'Annexe «C», Rapport sur l'utilisation de l'offre à commandes;
- h) l'Annexe «D», Exigences en matière d'assurance ;
- i) l'Annexe «E», Rapport d'inspection de l'équipement du SGET;
- j) l'offre de l'offrant en date du _____

7.11 Attestations

7.11.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Saskatchewan et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010C (2014-09-25), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 13, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010C (2014-09-25), Conditions générales - services (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

Voir L'Annexe Base de Paiement

7.5.2 Modalités de paiement

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

7.5.3 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du Guide des CCUA A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

7.5.4 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée : _____.

OU

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.7 Assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D.
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0142-15X029/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0142-15X029

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STN-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur
stn190
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

7.8 *Clauses du Guide des CCUA*

Clause du Guide des CCUA A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

Clause du Guide des CCUA M3800C (2006-08-15), Estimation de coût

ANNEXE « A » Énoncé des travaux

1.0 PORTÉE

1.1 Identification

Le présent énoncé des travaux (EDT) précise les travaux à effectuer pour appuyer le parc de véhicules Chrysler de la base des Forces canadiennes (BFC) Suffield. Cet appui comprend notamment les réparations sous garantie, les inspections, l'entretien courant et périodique, diverses réparations mécaniques et la fourniture de pièces du fabricant d'équipement d'origine aux fins de réparation sur place.

1.2 Contexte

Le parc de la BFC Suffield comprend environ 25 versions de véhicules Chrysler qui nécessitent toutes des inspections périodiques ou annuelles, conformément à leur programme de maintenance respectif, ainsi que des réparations mécaniques de degré de difficulté variable.

1.3 But ou objectif

Obtenir une offre à commandes pour l'entretien et la réparation de versions de véhicules Chrysler, afin de promouvoir la réparation rapide du parc tout en réduisant la pression exercée sur le personnel chargé des réparations à la BFC Suffield durant les périodes de pointe et les périodes d'activité accrue.

Tâches

L'entrepreneur doit être un concessionnaire Chrysler autorisé à honorer la garantie du fabricant d'équipement d'origine, à effectuer des réparations mécaniques et à fournir des pièces du fabricant d'équipement d'origine sur demande pour appuyer le parc de véhicules de la BFC Suffield. Le type de travaux à effectuer sera déterminé par le responsable technique, qui est, dans le cas présent, l'officier de maintenance de la base, ou par le spécialiste des services contractuels. Voici quelques-unes des tâches à effectuer :

1. L'entrepreneur doit utiliser les pièces du fabricant d'équipement d'origine pour toutes les réparations mécaniques, sauf en cas d'approbation écrite contraire de la part du responsable technique mentionné ci-dessus;
2. L'entrepreneur doit procéder à l'inspection des véhicules et fournir une certification écrite conformément aux normes ministérielles (conformément à l'ANNEXE A), provinciales ou nationales, s'il y a lieu. Le respect des *Normes sur l'entretien des véhicules commerciaux* est obligatoire aux fins d'inspection. Toutes les réparations doivent être effectuées conformément aux spécifications du constructeur des véhicules;
3. L'entrepreneur doit effectuer un diagnostic des divers systèmes et circuits des véhicules et fournir une estimation écrite des réparations nécessaires pour remettre le véhicule en état. Les systèmes et circuits comprennent notamment :
 - a. les circuits/composants du groupe motopropulseur;
 - b. les circuits/composants du système de suspension;
 - c. les circuits/composants électriques;
 - d. les composants du système d'alimentation en carburant;
 - e. les composants du système d'échappement;
 - f. les composants des systèmes de chauffage et de climatisation;

4. L'entrepreneur doit corriger les défaillances mécaniques diagnostiquées ou indiquées par les techniciens de la BFC Suffield, par le biais des responsables techniques;
5. L'entrepreneur doit fournir des pièces du fabricant d'équipement d'origine à la BFC Suffield afin de faciliter les réparations sur place;
6. L'entrepreneur doit réparer les biens essentiels d'urgence comme, notamment, les ambulances, les versions de véhicules de police et les camions de pompiers construits par Chrysler. Ces versions seront déterminées par le responsable technique lors de l'attribution du contrat. Les réparations requises doivent débuter dans les 24 heures suivant la livraison du bien concerné.

1.4 Contraintes

La BFC Suffield se chargera de la livraison et de la cueillette des véhicules chez l'entrepreneur aux fins d'entretien et de réparation. Comme ses ressources de récupération en mesure d'assurer la livraison et la cueillette des véhicules aux fins d'entretien et de réparation sont limitées, la BFC Suffield requiert que tous les services soient offerts à moins de 40 minutes de son entrée principale.

Responsable technique

Le responsable technique pour les travaux demandés est l'officier de maintenance de la base ou le spécialiste des services contractuels. Seuls les titulaires de ces deux postes détiennent l'autorité de conclure une entente ou un arrangement, ou de fournir des renseignements conformément aux besoins budgétaires. Les titulaires des postes susmentionnés sont également les spécialistes de l'acceptation des travaux effectués et peuvent valider le paiement des services rendus.

Section de maintenance de la base
BFC Suffield
C. P. 6000, succ. Main
Medicine Hat (Alberta) T1A 8K8

2.0 Livrables

L'entrepreneur doit fournir, sur sa facture, une liste ou une ventilation détaillée de l'ensemble des pièces, des fournitures, de la main-d'œuvre et des matériaux fournis, de même qu'une description des travaux effectués. Le cas échéant et sur demande, une certification écrite doit être fournie pour étayer toute inspection effectuée par l'entrepreneur lorsque des normes ministérielles, provinciales ou nationales sont applicables.

Les factures seront traitées une fois que le responsable technique sera convaincu que les travaux ont été effectués conformément aux services demandés.

3.0 Garantie

L'entrepreneur doit fournir une garantie minimale de 90 jours sur l'ensemble des pièces et de la main-d'œuvre.

4.0 Langue

Tous les travaux, notamment les tâches et les livrables, seront fournis en anglais parlé et écrit.

ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT

(Taxe sur les produits et services (TPS) en sus pour tous les taux et les prix indiqués)

A. Du 1^{er} septembre 2015 au 31 août 2016

1. **Main-d'œuvre** directe ou productive employée exclusivement pour la réalisation des travaux, comme suit :
 - a) **Taux horaire pour le travail en atelier**
 - i) Heures normales de travail : _____ \$ l'heure
(de 8 h à 17 h, du lundi au vendredi)
2. **Matériaux et pièces de rechange** (à l'exception des pièces obtenues gratuitement) au prix courant (ce qui comprend le coût de facturation, les frais de transport, les frais de change, les frais de douane et les frais de courtage) moins ____ % (comprend les frais d'achat, les frais de manutention internes, les frais d'administration et le profit), taxe de vente en sus. La taxe de vente doit être ajoutée séparément.
3. Les **frais d'approvisionnement d'atelier** doivent être directement associés aux travaux exécutés dans le cadre de la commande subséquente et doivent être présentés séparément sur la facture. Les frais d'approvisionnement correspondent à ____ % des frais de main-d'œuvre, jusqu'à un maximum de _____ \$ par commande subséquente.
4. Les **frais environnementaux/d'élimination** doivent être directement associés aux travaux exécutés dans le cadre de la commande subséquente et doivent être présentés séparément sur la facture.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0142-15X029/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0142-15X029

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STN-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur
stn190
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

B. Première année d'option (du 1^{er} septembre 2016 au 31 août 2017)

Description	Prix ferme
1. Main-d'œuvre directe ou productive employée exclusivement pour la réalisation des travaux, comme suit :	
a) Taux horaire pour le travail en atelier	
i) Heures normales de travail : (de 8 h à 17 h, du lundi au vendredi)	_____ \$ l'heure
2. Matériaux et pièces de rechange (à l'exception des pièces obtenues gratuitement) au prix courant (ce qui comprend le coût de facturation, les frais de transport, les frais de change, les frais de douane et les frais de courtage) moins ____ % (comprend les frais d'achat, les frais de manutention internes, les frais d'administration et le profit), taxe de vente en sus. La taxe de vente doit être ajoutée séparément.	
3. Les frais d'approvisionnement d'atelier doivent être directement associés aux travaux exécutés dans le cadre de la commande subséquente et doivent être présentés séparément sur la facture. Les frais d'approvisionnement correspondent à ____ % des frais de main-d'œuvre, jusqu'à un maximum de _____ \$ par commande subséquente.	
4. Les frais environnementaux/d'élimination doivent être directement associés aux travaux exécutés dans le cadre de la commande subséquente et doivent être présentés séparément sur la facture.	

C. Deuxième année d'option (du 1^{er} septembre 2017 au 31 août 2018)

1. **Main-d'œuvre** directe ou productive employée exclusivement pour la réalisation des travaux, comme suit :
 - a) **Taux horaire pour le travail en atelier**
 - i) Heures normales de travail : _____ \$ l'heure
(de 8 h à 17 h, du lundi au vendredi)
2. **Matériaux et pièces de rechange** (à l'exception des pièces obtenues gratuitement) au prix courant (ce qui comprend le coût de facturation, les frais de transport, les frais de change, les frais de douane et les frais de courtage) moins ____ % (comprend les frais d'achat, les frais de manutention internes, les frais d'administration et le profit), taxe de vente en sus. La taxe de vente doit être ajoutée séparément.
3. Les **frais d'approvisionnement d'atelier** doivent être directement associés aux travaux exécutés dans le cadre de la commande subséquente et doivent être présentés séparément sur la facture. Les frais d'approvisionnement correspondent à ____ % des frais de main-d'œuvre, jusqu'à un maximum de _____ \$ par commande subséquente.
4. Les **frais environnementaux/d'élimination** doivent être directement associés aux travaux exécutés dans le cadre de la commande subséquente et doivent être présentés séparément sur la facture.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0142-15X029/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0142-15X029

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STN-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur
stn190
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « C » Rapport sur l'utilisation de l'offre à commandes

Faire parvenir à:

Courriel: PA-SK@pwgsc.gc.ca

Calendrier des rapports trimestriels d'utilisation:

Premier trimestre: du 1^{er} avril au 30 juin.

Deuxième trimestre: du 1^{er} juillet au 30 septembre.

Troisième trimestre: du 1^{er} octobre au 31 décembre.

Quatrième trimestre: du 1^{er} janvier au 31 mars.

RAPPORT SUR LE NOMBRE D'AFFAIRES CONCLUES AVEC LES MINISTÈRES OU ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

FOURNISSEUR:

N° DE L'OFFRE À COMMANDES

MINISTÈRE OU ORGANISME:

Période de référence

Élément n°	Description de la commande	Valeur de la commande	TPS/TVH
A) Valeur totale en dollars des commandes pour la période de référence:			
B) Commandes totales accumulées à ce jour:			
(A+B) Commandes totales accumulées:			

AUCUN RAPPORT: Nous n'avons pas conclu d'affaires avec le gouvernement du Canada pour cette période []

PRÉSENTÉ PAR:

Nom:

Numéro de téléphone:

SIGNATURE:

DATE:

Annexe « D » Exigences en matière d'assurance

Assurance responsabilité civile des garagistes

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des garagistes d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile des garagistes doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
 - b. Responsabilité civile pour des dommages causés au véhicule du client lorsque l'assuré en a la charge, la garde ou le contrôle comprenant une couverture complète avec collisions et dommages (y compris le vol dans les terrains non clôturés).
 - c. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

Assurance responsabilité civile des garagistes

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W0142-15X029/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W0142-15X029

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
STN-4-37045

Buyer ID - Id de l'acheteur
stn190
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe E - Rapport d'inspection de l'équipement du SGET

-Voir ci-joint-

NOTE: SAFETY ITEMS ARE SHADED

UNIT	LOCATION	MODEL / TYPE	CONDITION CLASS.	TYPE OF INSPECTION	ODOMETER READING	ESTIMATED LABOUR (PERSON HOURS)
DATE	HOURS OF OPERATION					

[illegible]

LEGEND:

- ✓ = SERVICABLE
- O = OPERATOR ACTION REQUIRED
- M = MAINTENANCE ACTION REQUIRED


ENGINE	2. EXHAUST AND INTAKE SYSTEM	3. COOLING SYSTEM
(A) Oil level	(A) Manifolds	(A) Coolant level / strength
(B) Engine performance	(B) Air cleaner / pipes / connectors	(B) Radiator / cap
(C) Compression	(C) Heat riser	(C) Hoses / connections
(D) Head and valves	(D) Blower and drive	(D) Thermostat
(E) Timing – ignition / injector	(E) Turbo-compressor	(E) Water pump
(F) Governor operation	(F) Guards and shields	(F) Header / overflow tank
(G) Seals and gaskets	(G) Pipes / mufflers / clamps	(G) Fan and shroud
(H) Mounts	(H) Rain vents	(H) Winter front / shutter
(J) Filters – air / oil / fuel	(J) Seals and gaskets	(J) Oil coolers / lines
(K) Pollution control devices	(K) Security of components	(K) Seals and gaskets
(L) Drive belts / pulley / tensioner	(L) Exhaust brake	(L) Fan belts
(M) Oil pump	(M) Intercooler	(M) Air conditioning
(N) Jacob's brake	(N) Pumps (aux. heater)	(O) Pumps (aux. heater)
(O) Injector drive assembly	(O) Pumps (aux. heater)	(O) Pumps (aux. heater)
(P) Pumps (aux. heater)	(P) Pumps (aux. heater)	(P) Pumps (aux. heater)
4. FUEL SYSTEM	5. ELECTRICAL SYSTEM	5. ELECTRICAL SYSTEM (Cont'd)
(A) Tank and cap	(A) Distributor / magneto	(M) Instruments / gauges
(B) Lines / connections	(B) Ignition coil	(N) Circuit breakers / fuses
(C) Seals / gaskets	(C) Spark plugs / wiring	(C) Heaters and controls
(D) Pump / vacuum / pressure test	(D) Generator / alternator	(F) Bilge pumps
(E) Injectors / carburetors	(E) Voltage regulator / relays	(C) Electric motors / wiring
(F) Linkages	(F) Starter / drives / solenoids	(F) Motor / speed controls
(G) Filters / vents	(G) Horns / sirens / alarms	(S) Safety switches / master switch
(H) Governor	(H) Cables / wiring / connectors	(T) Microprocessor control unit
(J) Starting aids	(J) Batteries / boxes	(U) Modules / sensors
(K) Fuel lock	(K) Receptacles-slave / trailer	(V) Fuel sending unit / pick-up
(L) Vaporizer	(L) Lights / switches	(W) Solenoids
ITEM NO.	RECOMMENDED ACTION	RECOMMENDED ACTION

[illegible]

THIS EQUIPMENT IS UNSAFE TO OPERATE AND SHALL BE REMOVED FROM SERVICE UNTIL THE REPAIRS LISTED BELOW ARE COMPLETED.

THE SAFETY INSPECTION AND TESTS REQUIRED BY CITO'S AND/OR THE PROVINCIAL HIGHWAY TRAFFIC ACT HAVE BEEN COMPLETED AND THE EQUIPMENT IS CERTIFIED SAFE TO OPERATE.

URGENT REPAIRS

THE ABOVE-NOTED REPAIRS AND TESTS HAVE BEEN COMPLETED AND THE EQUIPMENT MAY BE RETURNED TO SERVICE			INSPECTOR Signature _____ DATE _____	
TECHNICIAN Signature _____ DATE _____			MAINTENANCE OFFICER Signature _____ DATE _____	

6. BRAKE SYSTEM	7. POWER TRAIN	8. HULL, FRAME, CAB AND BODY
(A) Master cylinder / level	(A) Transmission / gear box	(A) Frame / brackets
(B) Air compressor – gov. settings	(B) Transfer case	(B) Cab / mounts / tilt mech.
(C) Connections / hoses / fittings	(C) Differentials	(C) Hardware / hinges / handles / locks
(D) Drums / discs	(D) Propeller shafts / "U" joints	(D) Windows / doors / tailgates
(E) Shoes / bands / linings	(E) Power take-off	(E) Upholstery / mats / curtains
(F) Caliper / piston / rotor	(F) Axles	(F) Tarps / canopy / racks / belts
(G) Wheel cylinders	(G) Torque converter / clutch	(G) Mirrors / reflectors / sunvisor
(H) Brake booster / Foot valve	(H) Drive chains / sprockets	(H) Safety guards / shields / brackets
(J) Electric brake	(J) Pillow blocks	(J) Windshield / screen
(K) Air tanks	(K) Final drives	(K) Windshield wipers / washers
(L) Brake chamber	(L) Bevel boxes	(L) Paint
(M) Adjusters / cam	(M) Seals / gaskets	(M) Bumpers / fender mud guards
(N) Drain plug / tap	(N) Breathers	(N) Hull / bulkhead / access panels
(O) Screen / filters	(O) Reduction units	(O) Seals / gaskets / drain plugs
(P) Cables / controls	(P) Foot / hand controls	(P) Fire extinguishers
(Q) Magnet / armature	(Q) Oil levels / filters	(Q) Stowage bins
(R) Seals / gaskets	(R) Drive belts / pulleys / couplings	(R) Counterweight / bolts
(S) Brake pedal adjustment	(S) Air cylinders	(S) Body / cargo / dump box
(U) Relays	(U)	(U) Fifth wheel
9. STEERING	10. SUSPENSION AND RUNNING GEAR	11. HYDRAULIC SYSTEM
(A) Gearbox	(A) Springs / shackles	(A) Oil level
(B) Linkage / adjustments	(B) Upper / lower control arms	(B) Reservoir / tank
(C) Power steering	(C) Shock absorbers	(C) Pressure pumps / hand pumps
(D) Tie rods / tie rod ends	(D) Torque rods / torsion bars	(D) Valves / controls
(E) Drag link / idler arm	(E) Wheels / rims / tires	(E) Cylinders / rams
(F) Steering knuckles	(F) Wheel bearings	(F) Seals / gaskets
(G) King pins / bearings / ball joints	(G) Walking beams	(G) Filter / screen / breather
(H) Alignment	(H) Seals / gaskets	(H) Hyd. lines / connections
(J) Steering clutches / shoes	(J) Adjustors	(J) Hydraulic cooler
(K) Front fork / spring	(K) Track / components	(K) Hydraulic slave system
(L) Steering controls	(L) Sprockets / idlers / rollers	(L)
(M) Steering damper	(M) Anti sway bars	(M)
(N) Skis	(N) Trunion	(N)
(O)	(O)	(O)
12. RECOVERY EQPT / MOBILE CRANES	13. PUMPS – FUEL / WATER	14. MOTORCYCLES
(A) Wire / ropes / drums	(A) Pipes / couplings / hoses	(A) Steering head bearing
(B) Shaaves / pulleys	(B) Valves / controls	(B) Ride control
(C) Clutches / brakes	(C) Vents / fusible plugs	(C) Fork / springs
(D) Shafts / "U" joints	(D) Hose / nozzles / reels	(D) Stand / racks
(E) Push frames	(E) Meters	(E) Component security
(F) Guards / screens	(F) Pumps / drive	(F) Sprockets
(G) Chains / sprockets	(G) Tanks	(G)
(H) Booms / beams / crane	(H) Seals / gaskets	(H)
(J) Forks / yokes	(J) Grounding devices	(J)
(K) Winches / components	(K) Filters / screens / traps / strainers	(K) Air dryer
(L) Controls – hydraulic mech.	(L) Ladders / catwalks	(L) Alcohol dispensers
(M) Ratchets – pawls	(M)	(M) Tanks
(N) Safety warning devices	15. ALL EQUIPMENTS	(D) Air starters / motors
(O) Outriggers	(A) Cleanliness	(E) Regulators / valves
(P) Under lift / stinger	(B) Lubrication	(F)
(Q)	(C) Component security	(G)
ITEM NO.	RECOMMENDED ACTION	ITEM NO.
ITEM NO.	RECOMMENDED ACTION	ITEM NO.